74e Année. – N° 123. Le numéro : 25 centimes. VENDREDI 3 MAI 1929.

Ameublements
Décoration
Mercier Frères
179, rue Nationale,
LILLE
Lustrerie
Papiers peints

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....
Nord et limitrophes..... 3 mois, 22.00 ; 6 mois, 40.00 ; 1 an, 76.00
France et Belgique..... » 23.00 ; » 43.00 ; » 80.00
Etranger : Tarif A ..... » 35.00 ; » 70.00 ; » 140.00
— Tarif B ..... » 50.00 ; » 100.00 ; » 200.00

ANNONCES.....
REDACTION.....
ROUBAIX..... 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter, 6.
TOURCOING... 33, rue Carnot. Téléph. 37.
LILLE..... 3, rue Faidherbe. Tél. 57.07.
PARIS..... 13, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.

Chèques postaux 87 Lille

UN Stock formidable sans cesse RENOUVELÉ permet aux CHAUSSURES DOLLY 20, Rue de Lannoy, 20 ROUBAIX de vous offrir des MODÈLES INÉDITS A DES PRIX IMBATTABLES
Séries à 49 fr. — 59 fr. 69 fr.

Appel aux électeurs

A chaque scrutin, la presse doit rappeler aux électeurs que voter est une obligation rigoureuse et qu'on n'a pas le droit de se dire un bon citoyen si on ne la remplit pas.

Le droit de vote a été demandé par les Français avec une énergie et une ténacité remarquables. Maintenant que ce droit est acquis, que le suffrage est universel, voilà que beaucoup trop de Français dédaignent d'en faire usage !

Pourquoi ?

Pour les uns, parce que la politique les horripile; pour d'autres, parce que les affaires ou les plaisirs ne leur laissent guère le temps de s'intéresser à l'administration du pays et de la cité.

Quelles pitoyables raisons ! Vous n'avez pas le temps de suivre jusqu'au bout les campagnes électorales, dites-vous ? Mais il vous faut bien cependant trouver une heure de liberté pour contrôler votre feuille d'impôts et maudire, en vous rendant chez le percepteur, les détestables politiciens à qui vous devez l'augmentation croissante des charges communales. Si vous aviez voté lors des dernières élections municipales, vous et vos imitateurs, il est presque certain que les socialistes n'auraient pas occupé pendant quatre ans la mairie, gaspillant l'argent des contribuables et multipliant les centimes additionnels.

En vous abstenant, vous avez rendu possible le succès des révolutionnaires qui sont, vous le savez, de très mauvais administrateurs; vous vous êtes rendu complice des démagogues, et vous payez aujourd'hui leurs surenchères.

Ne vous plaignez donc pas si la vie dans votre ville est plus chère qu'ailleurs et si vous êtes victime d'une politique étroite et sectaire. C'est votre faute !

Armé de votre bulletin de vote, vous pouviez empêcher les disciples de Karl Marx d'entrer à l'Hôtel-de-Ville. Votre indifférence leur a permis d'en forcer les portes.

Mais, cela, c'est de l'histoire ancienne.

Aujourd'hui, le danger est plus grand encore qu'il y a quatre ans. Allez-vous, par votre abstention, assurer de nouveau le triomphe de l'Internationale ?

Non, conscient de la gravité de la situation et de l'importance du scrutin de dimanche pour l'avenir de votre cité et de la France, vous voterez, cette fois. Et donnant votre voix aux antirévolutionnaires, aux républicains courageux, aux hommes compétents et sérieux, vous assurerez à votre commune, en même temps qu'une bonne administration, l'incomparable bienfait de la paix sociale et de l'union fraternelle des habitants.

Votez donc dimanche pour les candidats républicains et faites autour de vous la propagande nécessaire pour que le nombre des abstentionnistes soit réduit au minimum normal.

Vous remplirez ainsi votre devoir de bon citoyen et de bon Français.

L. D.

Le Conseil des ministres a examiné les propositions budgétaires

Paris, 2 mai. — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Elysée sous la présidence de M. G. Doumergue. Le Conseil a poursuivi l'examen des propositions budgétaires des différents ministres et a procédé ensuite à l'expédition des affaires courantes.

Le prochain Conseil des ministres aura lieu le vendredi 10 courant.

UNE DÉCLARATION DE M. TARDIEU

« Il vaut mieux prévenir que sévir »

A l'issue du Conseil des ministres qui s'est tenu, ce matin, à l'Elysée, un journaliste se faisant l'écho des rumeurs qui circulent dans certains milieux parlementaires sur les sévères mesures d'ordre prises par le ministre de l'Intérieur et la préfecture de police, demanda à M. Tardieu si l'arrestation du député communiste Doriot, malgré l'immunité parlementaire, et celle des conseillers municipaux communistes Garchery et Joly n'étaient pas arbitraires et illégales.

Le ministre répondit avec bonne humeur : « En vertu de l'article 10 de la loi sur la répression des menées anarchistes, je considère ces arrestations préventives comme parfaitement légales. Je n'ai pas hésité à les ordonner, et je m'en félicite, car si je fais un rapprochement avec les événements de Berlin, je constate qu'il vaut mieux prévenir que sévir. Là-bas des morts et des centaines de blessés; ici, une journée de 1er mai, sans un seul saignement de nez. »

Le général Maurin remplacerait le général Debeney comme chef d'état-major général

Paris, 2 mai. — Au cours d'un prochain Conseil des ministres, M. Painlevé soumettra les mutations rendues nécessaires dans le haut commandement, par l'application des lois sur les limites d'âge. Ces mutations concernent, notamment, les généraux Guillaumat et Debeney.

L'« Echo de Paris » précise que c'est au général Maurin, inspecteur général de l'artillerie, que sera dévolu le poste de chef d'état-major général de l'armée, en remplacement du général Debeney. Le général Jacquemot, actuellement gouverneur militaire de Lyon et commandant le 14e Corps d'armée, semble devoir être désigné comme le futur commandant en chef de l'armée d'occupation du Rhin, en remplacement du général Guillaumat.

« On a annoncé, ajoute l'« Echo de Paris », que le général Carrence, chef du cabinet militaire actuel de M. Painlevé, allait être nommé commandant du 15e Corps d'armée, à Marseille. C'est le général de brigade d'infanterie coloniale Marquis, sous-chef du cabinet militaire, qui deviendra chef du cabinet militaire du ministre de la Guerre. »

Contre qui il faut voter

Sous ce titre et sous la signature d'Hervé, LA VICTOIRE *publie un article très intéressant dont voici quelques extraits :*

Bon gré, mal gré, il faut dimanche faire une manifestation politique en allant voter. Or, on n'a pas le choix entre trente-six politiques. On n'a le choix qu'entre deux politiques seulement.

Il y a d'abord une politique d'union nationale. Elle est demandée et pratiquée depuis la fin de la guerre par tous les patriotes sincères, quelles qu'aient été leurs opinions avant 1914, pour qui l'épouvantable carnage a été une grande leçon. Les hommes les plus différents de tempérament, Clemenceau, Millerand, Poincaré — pour ne citer que des noms d'hommes politiques connus de tous — sont pour cette politique de réconciliation entre Français, seule politique qui puisse permettre à la patrie commune de panser ses blessures, de restaurer les ruines laissées par l'invasion, de se faire payer par l'Allemagne et de rétablir la prospérité d'avant-guerre.

Malheureusement, il y a au moins trois groupes de politiciens qui, aveuglés par leurs passions politiques, se refusent depuis la fin de la guerre, à cette union nationale.

Il y a d'abord les radicaux-socialistes qui ne peuvent pas vivre sans manger du curé, et qui ne veulent pas voir qu'en expulsant les religieux et religieuses, qu'en extirpant par leur école libre-penseuse l'esprit religieux des âmes de tous les enfants de France, ils ont ébranlé la moralité, lâché la bride à tous les mauvais instinct, détruit toutes les disciplines et arrêté net la natalité française, au risque de donner à nos voisins, plus nombreux que nous, la tentation de se jeter sur notre pays en voie d'extinction faute de berceaux.

Le dernier exploit de ces radicaux-socialistes sourds et aveugles, c'est d'avoir voulu renverser Poincaré parce qu'il autorisait quelques Congrégations de missionnaires qui sont l'honneur de la France à avoir des novciats dans la mère patrie !

La deuxième catégorie des ennemis de l'Union nationale, ce sont les collectivistes S. F. I. O. — S. F. I. O. veut dire : Section française de l'Internationale ouvrière — qui non contents d'être aussi mangeurs de curés que les radicaux, continuent à pousser des hélements pacifistes, malgré la douche qu'ils ont reçue de leur frères les social-démocrates allemands en août 1914. Signe particulier : ils sont prêts à embrasser tous les étrangers mais ils sont en France pour la lutte de classes entre Français, pour la Révolution sociale, afin de donner tous les biens, toutes les usines, toutes les mines, toutes les banques, tout le commerce, tous les moyens de transport à exploiter à l'Etat collectiviste !

La troisième catégorie des ennemis de l'Union nationale, ce sont les communistes, qui ne sont que des collectivistes S. F. I. O. un peu plus rouges et un peu plus francs que leurs frères les S. F. I. O., avec qui ils sont brouillés momentanément seulement : si l'on veut savoir ce qu'ils nous préparent, il n'y a qu'à voir dans quel effroyable pétrin leurs pareils ont mis la pitoyable Russie, où ils ont massacré toutes les élites, et où, à l'heure actuelle — dans ce grenier à blé de l'Europe d'avant 1914 — on fait en ce moment la queue devant les boulangeries pour avoir du pain.

Notre mot d'ordre pour dimanche ?

Voter en masse pour les listes d'Union nationale.

Voter en masse contre les listes communistes, collectivistes S. F. I. O., ou radicales socialistes, que ces deux dernières soient fondues ou non en une même liste cartelliste

UN ACCORD A GENÈVE sur le texte de la future convention du désarmement

Genève, 2 mai. — L'accord s'est fait finalement entre les délégués des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Italie, de France, du Japon, du Canada, sur le texte de la future convention du nombre des militaires de carrière.

La Commission a entériné, ce matin, cet accord, ainsi qu'une proposition formulée par M. Massigli, aux termes de laquelle les Etats auront la faculté de faire ressortir dans les tableaux des effectifs ceux de ces derniers qui ne sont pas instruits, ceci pour les recrues de trois à six mois qu'on ne peut raisonnablement compter parmi les troupes aptes à faire campagne.

Le chapitre des effectifs ayant été réglé, la Commission a abordé celui des armements terrestres.

Limitera-t-on dans les armements terrestres ceux qui sont en service comme les armements stocks ? La Commission s'est trouvée en présence de deux systèmes différents : l'un proposé par les délégations allemande et soviétique qui tendait à limiter directement le matériel de guerre en service stocké par le moyen de tableaux ; l'autre système de limitation proposé par la France tend à limiter le matériel de guerre par la voie budgétaire. Il s'agit donc d'une limitation indirecte.

Une offensive est menée contre la proposition française, notamment par les représentants de l'Allemagne et de la Russie.

La discussion a été renvoyé à demain.

Un message de M. Gibson

Londres, 2 mai. — On mande de Washington à l' « Agence Reuter » :

« M. Gibson a câblé à M. Stimson pour démentir les bruits de presse émanant de Genève et selon lesquels la Commission préparatoire du désarmement a abandonné le principe de la réduction des armements en faveur de celui de la simple limitation.

» M. Gibson ajoute que la seule base d'une telle allégation fut le rejet unanime d'un amendement soviétique sur la question de procédure, la Commission spécifiant que ce rejet ne portait aucun préjudice à la position vis-à-vis de la réduction. »

LE ZEPPELIN S'EST ENVOLÉ POUR UNE NOUVELLE RANDONNÉE

Vienne (Autriche), 2 mai. — Le dirigeable « Graf-Zeppelin », qui s'est envolé ce matin à 5 h. 10, de Freidrischafen, a survolé Vienne à 9 h. 15.

Les funérailles du grand-duc Michel de Russie

(Wide World photos.)

Les funérailles du grand-duc Michel de Russie qui eu lieu à l'église russe de Buckingham, à Londres. Le général russe Kholodovsky, entouré du clergé, sort de l'église après la cérémonie.

Les émeutes sanglantes du 1er mai à Berlin

NEUF MORTS ET TROIS CENTS BLESSÉS

On connaît les détails suivants sur les troubles qui ensanglantèrent la capitale allemande, le 1er mai :

Dans un quartier du nord de Berlin, des spartakistes ont précipité dans le canal des policiers. Les malheureux, frappés à coups de pierres et repoussés à coups de bâton chaque fois qu'ils tentaient de s'accrocher aux berges, se seraient noyés si des renforts n'étaient arrivés en temps opportun pour les dégager.

Les spartakistes, parmi lesquels on remarquait une grande quantité d'excitateurs russes envoyés spécialement par Moscou d'ensemble des opérations était surveillé par un délégué de la IIIe Internationale, nommé Maniulinski, se sont battus partout où ils parvenaient à s'accrocher à la police avec autant d'acharnement que de sauvagerie.

Les faubourgs ouvriers du nord et de l'Est de Neukoln, le Rosenthaler, l'on, le Hasenheide et la Weissensée ont été le théâtre des bagarres les plus violentes. Les communistes ont arrêté les tramways et tenté de les renverser.

Sur le Senefelder Plaz, dans la Lothringerstrasse, sur la place de la Gare de Gorlitz, et en maints autres endroits, ils se sont littéralement rués contre les forces de police qui ont tenu tête à leurs agresseurs, la plupart du temps vingt ou trente fois supérieurs en nombre.

Aux carrefours particulièrement menacés, des mitrailleuses avaient été mises en batterie ainsi, d'ailleurs, que devant la Maison du peuple, que les communistes s'étaient promis de prendre d'assaut.

Toute la journée, des camions et des camionnettes automobiles chargés de policiers ont patrouillé à travers la ville; les agents armés d'un pistolet à répétition, d'une matraque de caoutchouc et d'un grand couteau-baïonnette, ne circulaient qu'en groupes.

Malgré l'interdiction de la préfecture, les rouges ont tenté de former vingt cortèges qui se mirent en marche de différents points pour converger vers le centre de la ville.

Une désagréable surprise pour les émeutiers

La schupo avait toutefois réservé aux perturbateurs une surprise à laquelle ils ne s'attendaient certainement pas: sans rien ébruiter, elle avait, en effet, pris livraison, il y a quelques jours, de trente-trois automobiles rapides, armées de tuyaux d'incendie pouvant s'adapter instantanément à toutes les bouches d'eau. Manœuvrés par quatre hommes, ces tuyaux d'arrosage firent merveille: en quelques minutes à peine, ils effectuèrent le vide le plus complet sur la Potsdamerplatz et l'Alexanderplatz, où d'importantes forces communistes étaient parvenues à s'installer. Les rouges, aspergés d'eau glacée, se réfugièrent dans les rues adjacentes et n'insistèrent pas.

Un quartier cerné

Vers 21 heures, le calme se rétablit peu à peu dans le nord de Berlin, lorsque la police eut opéré des perquisitions dans de nombreuses maisons de la Pankstrasse et de la Kœswinerstrasse. Les habitants quittèrent leurs maisons, les mains en l'air, entre les cordons de police, et furent soumis à une fouille minutieuse.

Afin d'empêcher une bande de perturbateurs qui avaient tiré sur une ambulance, de pénétrer dans les maisons évacuées, la police interdit tout passage, même aux personnes habitant ces rues. A 22 heures, de nouveaux coups de feu furent tirés. Des réflecteurs furent mis en fonction, afin d'empêcher une reprise de la fusillade. Tout le carré de maisons de la Pankstrasse et de la Kœswinerstrasse fut fermé par de forts contingents de police.

L'assaut d'un immeuble

Vers minuit, la police a pris d'assaut une maison de la Weddingasse, dans laquelle se trouvait un local appartenant aux combattants du front rouge, mais les communistes qui l'occupaient ont pu prendre la fuite, probablement par le toit, avant l'arrivée de la police. Les perquisitions opérées ont permis de constater que les communistes avaient fait usage d'armes de gros calibre.

Tard dans la nuit, à Neukoellin, les communistes ont dressé des barricades et ont tiré sur la police. Des renforts envoyés ont été accueillis à coups de feu tirés des maisons de la Klethenstrasse et de la Steinmetzstrasse. Une automobile blindée fut envoyée sur les lieux. Selon les bruits qui courent, les combats auraient été fort sanglants.

A deux heures du matin, le nombre des arrestations s'élevait à 900. Un pareil chiffre n'a jamais été atteint au cours des manifestations du 1er mai.

Afin de faciliter leur attaque, les communistes avaient éteint les becs de gaz, de sorte que tout le quartier était plongé dans l'obscurité la plus complète.

(*Lire la suite page 2.*)

SCÈNES DU PREMIER MAI A PARIS

EN HAUT : *Un manifestant est fouillé par un agent.* (Wide World et Mystrange)
EN BAS : *Arrestation de communistes emmenés au poste.*

Les élections municipales du 5 mai 1929

ROUBAIX

Les "Nouveaux Messieurs"

Les « Nouveaux Messieurs », c'est le titre d'une spirituelle comédie de Robert de Flers, qui met en scène les chefs socialistes et « cégétistes » devenus ministres, Excellences, tout le tremblement; en un mot les nouveaux seigneurs ou, comme disaient autrefois nos paysans de l'ouest, les nouveaux « Messieurs ».

Nous aussi, à Roubaix, nous avons nos « Nouveaux Messieurs », installés — et plus pour longtemps — à l'Hôtel-de-Ville.

Ces aristocrates-là, depuis qu'ils ont mis la main à tous les biens, profits et honneurs de la société bourgeoise, n'ont pas trop de dédain pour les braves gens du peuple, pour ceux qui demandent de quoi vivre à un travail autre que celui de la mauvaise politique, pour les prolétaires, quoi !

En effet, quand nos socialistes ont comme concurrents pour l'administration de la ville des industriels ou d'autres personnalités élevées dans la hiérarchie sociale, ce avant la musique : ce sont des affameurs, des tyrans, des capitalistes, des gens qui ne sont pas du peuple (comme si nous n'en étions pas tous !) tandis qu'eux, les candidats socialistes, ont les mains calleuses, partagent leurs biens avec les malheureux, etc...

Mais que d'audiences ces représentants de la classe ouvrière et de la classe moyenne se dressent contre eux pour leur crier que le socialisme a fait faillite, pour les empêcher d'abuser plus longtemps de bon peuple de travailleurs roubaisiens, alors le ton et les paroles changent.

« Il est humiliant, a dit notamment un candidat socialiste de la rue Lamy, l'un de MM. les adjoints, d'avoir en face de soi d'anciens camarades adversaires, des gens qui ne comptent pas ».

Pour qui se prennent donc les candidats socialistes. Pourquoi ce mépris ?

Parce que les candidats anticollectivistes sont des ouvriers, des employés, des voyageurs, des artisans, des petits commerçants, des horticulteurs.

Vous rougissez, vous socialistes, de vous mesurer avec ces gens-là, avec ces travailleurs !

Qu'est-ce qu'il vous faut donc comme adversaires ! Des seigneurs ?...

Voyez-vous *Pigace* qui se croit de sang de « *Comte Almaviva* » !

Voyez-vous, nos « Nouveaux Messieurs » ! Pour eux, est-ce qu'on peut être intelligent et intelligent quand on fait d'autres métiers !

Tout le monde, cependant, ne peut pas être... intellectuel, propriétaire ou rentier. Roubaix est comme cela : une ruche où l'on travaille ; elle est plus intelligente représentée par la liste de « Concentration républicaine » où, à la suite du nom de chaque candidat on peut lire une profession, que par la liste socialiste où 30 noms représentent l'unique profession de... maire, adjoint ou conseiller sortant.

Nous aimons mieux les quelques commerçants, employés de banque ou chasseurs de commissions de la liste de « Concentration républicaine », sans parler d'autres bons artisans de la prospérité de Roubaix, qui auront certes du travail à régler plus judicieusement que l'administration socialiste des recettes et dépenses de la ville, mais qui savent ce que c'est que le travail et le travail bien fait.

Les candidats de l'Union Républicaine à Tourcoing

Dr FRANÇOIS LEDUC, chevalier de la Légion d'honneur, ancien combattant, docteur en médecine.

M. L. GHESQUIÈRES, ancien combattant, secrétaire du Comité des Fêtes du Brun-Pain, employé.

M. GEORGES LEMPE, manufacturier, président de l'Union des Familles nombreuses (10 enfants), président de l'Orphéon des Travailleurs.

M. M. MONVOISIN, ancien conseiller municipal, ancien combattant, croix de guerre, officier de réserve, voyageur de commerce.

M. C. PERDRION, président de l'Association des Mutilés, ancien combattant, mutualiste, médaille d'argent de la Mutualité. Comptable.

M. CHARLES LEMAN, ancien conseiller municipal, vice-président du Conseil des prud'hommes, magasinier.

M. LOUIS DUBOIS, conseiller prud'homme, ancien combattant, secrétaire adjoint des Familles nombreuses, membre de la Commission des Anciens combattants de la Croix-Rouge. Mention honorable de la Mutualité. Magasinier.

M. ALB. DESCHAMPS, père de famille nombreuse, ancien conseiller, ancien combattant, décoré de l'Ordre de la Couronne de Belgique pour secours aux soldats et prisonniers, médaille d'argent de la Mutualité, homme d'œuvre, directeur de la laiterie *Lactella*

M. ALPHONSE MOTTE, ancien combattant, ancien conseiller municipal, secrétaire de la Société d'habitations à bon marché « Notre Maison », président de la Commission civile de l'Harmonie Municipale.

M. GL. VANHOUTTE, agent d'assurances.

VOIR LA SUITE PAGE 2

L'UNION RÉPUBLICAINE DONNE UNE MAGNIFIQUE RÉUNION RUE DE LANNOY, A ROUBAIX

L'Union républicaine démocratique et sociale, dont la vigoureuse campagne rencontre tant de sympathies, donnait hier soir, salle du café de « La Betterave », une réunion électorale qui obtint un magnifique succès.

M. Hippolyte Liétard, président, avait comme assesseurs MM. Troquette et Vervaerde.

M. Liétard, en ouvrant la séance, présente les candidats. Il exprime sa confiance en l'issue du scrutin de dimanche prochain, qui sera le signal d'un redressement vigoureux de l'opinion française, et cède la parole à **M. Ildebert Desrousseaux.**

Ce dernier présente dans ses grandes lignes le programme des candidats de la Concentration républicaine; programme éminemment social qui ne vise qu'au bien-être de la classe ouvrière et contraste avec le néant des réalisations socialistes.

Le sympathique candidat termine en rappelant l'attitude de M. Lebas vis-à-vis de son personnel et, pour couper les ailes à un « canard » lancé par les socialistes, prend l'engagement public de ne licencier aucun membre du personnel municipal en cas de succès.

M. Pierre Deldalle se lève ensuite. Avec une grande facilité d'élocution, en un langage simple et clair, il montre par quelques exemples bien choisis, l'influence néfaste des méthodes socialistes dans le gouvernement de la cité.

Par leurs doctrines mêmes, les socialistes sont les ennemis de la commune, parce qu'ils sont les ennemis de la famille, cellule de toute société. Ils sont les adversaires du commerce: « Montrez-moi le premier commerçant, je vous indiquerai le premier voleur », a dit un de leurs chefs.

Enfin, leur sectarisme, leur esprit démagogique poussé à l'extrême en font les plus médiocres administrateurs qui soient. Comme tels, dit M. Deledalle, ils doivent quitter définitivement cet Hôtel de Ville où ils se prélassent dans leur médiocrité depuis trop d'années.

Vivement applaudi, **M. Edouard Roussel** expose ensuite à nouveau la question de la construction d'habitations à bon marché: question vitale, qui a laissé indifférente la municipalité socialiste. Ces prétendus « amis du peuple » n'ont rien su faire non plus pour les infortunés de la vie, durant le terrible hiver que nous venons de subir ;

(*Lire la suite page 2.*)

— Le jury de la Cour d'assises de Vaucluse a rendu un verdict d'acquittement en faveur d'une jeune fille de 24 ans, [illegible] de la Maison de Romain, [illegible] à coupé de [illegible] [illegible]